



CONSELL GENERAL PRINCIPAT D'ANDORRA

Assemblée Parlementaire de l'UIP

(Nusa Dua, du 22 au 24 mars 2022)

Intervention de **Mme Berna Coma**, Cheffe de la délégation andorrane (ANDORRE) lors du débat général sur le thème « Mobiliser les parlements pour agir face aux changements climatiques »

Madame (Monsieur) Vice-Président/e** de l'Assemblée,
Mesdames et Messieurs parlementaires,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Actuellement, le changement climatique implique que certaines formes de pollution de l'air, résultant principalement de l'activité humaine, menacent de modifier sensiblement le climat, contribuant à un réchauffement global.

Le changement climatique est donc un enjeu mondial qui a des conséquences très importantes sur la biosphère et les sociétés humaines. Les scientifiques sont alertés par la vitesse à laquelle le climat change. Les espèces animales et végétales, n'ont pas le temps de s'adapter à des changements climatiques aussi rapides, c'est pour cette raison qu'elles sont menacées et l'homme également.

C'est vraiment un problème très grave et complexe, qui implique une action globale et à long terme. Néanmoins, cette situation ne doit pas être une excuse pour ne pas agir et pour choisir les solutions les plus faciles et celles qui ont le moins d'impact au niveau politique.

Ainsi, cette action globale au sein de la planète doit inclure et commencer par des actions au niveau national, c'est à dire au niveau de chaque pays. Les parlementaires, nous avons la responsabilité d'impulser des décisions stratégiques avec la collaboration de nos citoyens.

Le 26 février 2022 a été publié la deuxième partie du sixième rapport du groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat, qui confirme le caractère urgent et grave des problèmes liés au changement climatique. Son sous-titre est très clair : « Agir maintenant pour assurer notre futur ».

Nous devons faire face au changement climatique, et ne pas laisser nos actions pour plus tard ou pour l'année prochaine. Nous devons donc renforcer et adapter notre législation aux exigences actuelles. La lutte contre le changement climatique est essentielle, elle ne peut plus attendre.

En un premier temps, nous devons prendre conscience de la situation au niveau de notre propre pays et commencer à réduire les émissions de CO2.

Chaque demi degré compte ! Beaucoup d'États, y compris l'Andorre, se sont fixés l'objectif d'atteindre la neutralité carbone l'année 2050. Cet objectif n'est pas du tout facile parce qu'il implique la transformation de nos économies, de nos styles de vie, ainsi que réduire la consommation de masse. En fait, il a des conséquences économiques très importantes.

Bien que la contribution de l'Andorre aux émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial soit extrêmement faible, le pays s'est engagé dans une action climatique forte, décidée et immédiate devant la menace des effets du changement climatique sur les territoires de montagne, qui sont très vulnérables à ce phénomène.

Aussi bien le parlement comme le gouvernement andorran sont très sensibles à la lutte contre le changement climatique et ils impulsent des actions efficaces sur l'environnement, qui ont un véritable impact.

A titre d'exemple,

- le Parlement a approuvé une loi le 13 septembre 2018 pour impulser la transition énergétique et le changement climatique. Une loi moderne, innovatrice et en avance sur son temps dans la lutte contre le changement climatique et en faveur de la transition énergétique, par rapport à la législation d'autres pays.
- Tout de même, le 23 janvier 2020, le Parlement andorran a approuvé un accord reconnaissant et déclarant l'état d'urgence climatique et écologique. Cet accord englobe 28 mesures spécifiques, dans les

domaines de l'agriculture et des produits écologiques, de l'éducation, des budgets participatifs, de l'eau, de la mobilité durable, des villes durables, de l'énergie et du changement climatique et finalement de l'économie circulaire.

- Maintenant, au sein de la commission législative de l'environnement du parlement, nous sommes en train de travailler sur une loi qui impulse l'économie circulaire, la réutilisation et recyclage de produits et matériaux, la consommation durable et réduire les déchets alimentaires. En fait, cette loi veut accélérer le changement des modèles de production et de consommation afin de limiter les déchets et préserver les ressources naturelles, la biodiversité et le climat.

Dans un second temps, nous devons connaître les impacts, les aspects vulnérables, les ressources disponibles et les limites de notre croissance économique afin de pouvoir être tenace, et proposer ainsi des mesures efficaces qui vont nous permettre de nous adapter à la nouvelle situation et lutter contre le changement climatique.

L'Andorre est un territoire de montagne, un petit pays enclavé dans le massif des Pyrénées et c'est un pays spécialement sensible aux effets du changement climatique. L'augmentation des températures et la diminution des précipitations sont une conséquence directe, très perceptible dans notre pays, puisque l'Andorre a une très grande dépendance économique du tourisme lié aux sports d'hiver.

Malgré tous les efforts réalisés, la croissance économique continue d'être une priorité pour nos États, même si nous essayons de nous réorienter vers une économie verte.

Et finalement, **dans un troisième temps**, pour pouvoir atteindre notre objectif de lutte contre le changement climatique, nous devons impliquer nos citoyens, les faire participer à la prise de décisions à travers les budgets participatifs ou à travers d'autres initiatives. Les citoyens doivent devenir le moteur des changements à réaliser à travers la prise de conscience afin de trouver des solutions durables et à long terme. La pandémie de la Covid-19

a accéléré cette prise de conscience écologique, elle s'est présentée comme un signal urgent nous obligeant à repenser notre mode de vie.

Une prise de conscience réelle est vraiment essentielle pour transformer nos manières de vivre. Une transition énergétique durable est **IMPOSSIBLE**

Sans des citoyens sensibles et convaincus pour faire face à ce grand enjeu,

Sans des politiques éducatives orientées vers le respect de l'environnement,

et Sans des campagnes de sensibilisation pour adopter les bons gestes (éco-gestes responsables) : consommer moins d'eau et d'électricité, réduire les déchets, se déplacer en vélo ou à pied,...

la lutte contre le changement climatique et la transition énergétique ne pourront pas se faire dans de bonnes conditions.

Un changement du mode de vie doit impliquer les institutions politiques mais aussi la citoyenneté. Chacun peut apporter quelque chose, les petites actions deviennent finalement, toutes ensemble, des actions puissantes pour faire changer les mauvaises habitudes.

Comme j'ai dit auparavant, l'Andorre a fait beaucoup d'efforts dans la lutte contre le changement climatique. Néanmoins, il reste du travail à faire encore.

Par exemple,

- Trouver un équilibre entre la modernisation et l'ouverture du pays vers l'extérieur et le développement durable, accompagné d'un urbanisme intégré dans le paysage et basé sur les énergies renouvelables : matériaux de construction, plaques solaires, géothermie, biomasse, etc.

En ce sens, l'État a mis en place un programme pour augmenter l'utilisation d'énergies renouvelables entre les familles à travers les subventions de l'Etat destinées à réhabiliter ou réformer leurs maisons.

Ces dernières années, la construction a eu une croissance exponentielle dans notre pays, un sujet qui nous préoccupe énormément et où nous devons essayer de trouver une solution en proposant des changements dans la loi de l'aménagement du territoire qui date de l'année 2000, très

ancienne maintenant et qui ne tient pas en compte un développement équilibré et durable sur notre territoire.

- Nous devons aussi promouvoir une mobilité à l'intérieur du pays plus intégrée et efficace, avec le développement d'un transport public gratuit. Des efforts ont été fait dans ce sens mais ils ne sont pas suffisants. Il faut trouver une solution pour réduire les déplacements en voiture et promouvoir des transports plus écologiques et durables. Des options possibles sont en train d'être étudiées comme le transport par câble, le train, le métro aérien, ...mais rien n'est décidé pour le moment.

Ces dernières années, la construction a eu une croissance exponentielle dans notre pays, un sujet qui nous préoccupe énormément et où nous devons essayer de trouver une solution en proposant des changements dans la loi de l'aménagement du territoire qui date de l'année 2000, très ancienne maintenant et qui ne tient pas en compte un développement équilibré et durable de notre territoire.

Nous devons ainsi prévoir d'organiser des débats nationaux pour favoriser un dialogue constructif entre tous les agents impliqués et décider ainsi quel modèle économique et social nous voulons pour notre pays, et surtout penser quel pays nous voulons laisser à nos enfants.

Nous avons un très long chemin à faire ensemble. Ce n'est pas un chemin facile mais c'est le seul qui nous permettra avoir un futur avec de l'espoir. Les enjeux sont très grands mais pas impossibles.

Nous devons continuer à faire des efforts pour mobiliser tous les parlements pour agir face aux changements climatiques.

Merci à tous pour votre attention,